



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

imposition forfaitaire annuelle

Question écrite n° 11544

Texte de la question

Mme Françoise Imbert attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi sur les conséquences, pour les PME, de l'application de l'imposition forfaitaire annuelle (IFA). En effet, le barème de l'IFA a été remanié avec la loi de finances pour 2006. Applicable à compter du 1er janvier 2006, le nouveau régime a eu une incidence pour les comptes clôturés au titre de l'exercice 2006, et donc à l'occasion du paiement du solde de l'impôt sur les sociétés 2006, au cours du premier trimestre 2007. Si le seuil minimal de l'IFA a été relevé, exonérant des entreprises de cet impôt, et malgré un barème d'application progressif, un certain nombre de PME ont constaté un accroissement significatif du coût de ce nouveau régime. De plus, une conséquence dommageable est l'imposition d'une entreprise, même si elle réalise un résultat négatif. Aussi, elle lui demande de lui préciser si elle a pu mesurer toutes les conséquences de la mise en oeuvre de l'IFA, si elle entend y apporter des aménagements, voire supprimer, selon une promesse faite par le Président de la République à la CGPME, cette mesure pénalisant un certain nombre de PME.

Texte de la réponse

Le régime de l'imposition forfaitaire annuelle (IFA) a fait l'objet de réformes successives qui sont le résultat d'un compromis entre la volonté d'alléger la charge fiscale des entreprises les plus imposées, en termes relatifs, c'est-à-dire les entreprises les plus petites, et la prise en compte de la contrainte budgétaire. La réforme introduite par la loi de finance, pour 2006 a ainsi supprimé l'imputation de cette imposition sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'année de son exigibilité et les deux années suivantes, a aligné son traitement sur celui de la plupart des autres impôts (taxe professionnelle, contribution sur les salaires) qui sont admis en déduction du bénéfice imposable et a instauré la référence au chiffre d'affaires hors taxes plutôt qu'au chiffre d'affaires toutes taxes comprises pour déterminer le montant du tarif à acquitter. Par ailleurs, un allègement du barème pour les entreprises les plus lourdement imposées a été décidé, qui se traduit par un rehaussement du seuil en deçà duquel l'IFA n'est pas due (porté de 76 000 TTC à 300 000 hors taxes puis 400 000 hors taxes par la loi de finances pour 2007) et par une diminution du tarif des tranches les moins élevées. Grâce à ces réformes, les plus petites entreprises ont vu leur situation au regard de l'IFA améliorée. Cela étant, pour de nombreuses PME, l'IFA reste une charge importante. C'est pourquoi, le Président de la République a annoncé le 7 décembre 2007 devant l'assemblée des entrepreneurs de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) la suppression de l'IFA en 2009.

Données clés

Auteur : [Mme Françoise Imbert](#)

Circonscription : Haute-Garonne (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11544

Rubrique : Impôt sur les sociétés

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 27 novembre 2007, page 7397

Réponse publiée le : 11 mars 2008, page 2108